



MARCHE DE SERVICES POUR LA VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES BATIMENTS DE LA VILLE

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
D.C.E

REGLEMENT DE CONSULTATION R.C

*Date limite de remise des offres :
Le 04/01/2022 à 12h00*

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	2
2.1 - <i>Etendue de la consultation</i>	2
2.2 - <i>Décomposition en tranches et lots</i>	2
2.3 - <i>Forme du marche</i>	2
2.4 - <i>Contrôle technique</i>	2
2.5 - <i>Délais d'exécution</i>	3
2.6 - <i>Variantes et Options</i>	3
2.7 - <i>Modification de détail au dossier de consultation</i>	3
2.8 - <i>Délai de validité des offres</i>	3
2.9 - <i>Garanties particulières pour matériaux de type nouveau</i>	3
2.10 - <i>Sécurité et protection de la santé des travailleurs</i>	3
2.11 - <i>Mode de règlement du marché</i>	3
ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES	3
3.1 - <i>Solution de base</i>	4
3.2 - <i>Variantes</i>	5
3.3 - <i>Présentation de plusieurs lots</i>	5
ARTICLE 4 : JUGEMENT DES OFFRES	5
ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	5
ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	6
6.1 - <i>Demande de renseignements</i>	6
6.2 - <i>Documents complémentaires</i>	6

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne :

UN MARCHE DE SERVICE POUR LES VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES BATIMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

La consultation est passée selon la procédure adaptée.

Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande publique.

2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Les travaux comportent une tranche unique, pas de lot.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros.

En cas de groupement, la forme souhaitée par la personne responsable du marché est un groupement solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la personne responsable du marché tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

2.3 - FORME DU MARCHE

Sans objet.

2.4 - CONTROLE TECHNIQUE

Sans objet.

2.5 - DELAIS D'EXECUTION

Le marché est prévu pour une période d'une année renouvelable 2 fois par reconduction expresse soit un total de 48 mois (cf. article 5.1 du CCP).

2.6 - VARIANTES ET OPTIONS

2.6.1 - VARIANTES

Sans objet.

2.6.2 - OPTIONS

Sans objet.

2.7 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.9 - GARANTIES PARTICULIERES POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

Sans objet.

2.10 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Sans objet.

2.11 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront mandatées et payées dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES

Le maître d'ouvrage informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet : <https://www.marches-securises.fr>

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au **08 92 23 21 20** ou par mail à support@achatpublic.com.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire : Euro.

L'unité monétaire ne constitue pas un critère de sélection des offres. Si le candidat présente une offre libellée dans l'autre unité monétaire que celle mentionnée ci-dessus, il accepte que l'administration procède à sa conversion en application des articles 4 et 5 du règlement CE n° 1103/97 du 17 juin 1997. Il peut également lui-même procéder à cette conversion, en appliquant le même texte, en indiquant celle des deux unités monétaires dans laquelle il s'engage. Le candidat, s'il présente une offre libellée dans l'autre unité monétaire que celle souhaitée par l'administration, et si cette offre est retenue, est informé que l'unité monétaire souhaitée par l'administration peut s'imposer à lui dans le cadre de la mise au point finale du marché, si les parties n'étaient pas parvenues à trouver un accord sur ce point.

3.1 - SOLUTION DE BASE

L'offre devra être accompagnée :

- d'une lettre de candidature
- d'une déclaration sur l'honneur dûment signée, justifiant que le candidat ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir et qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales
- de renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat
- des certificats et qualifications professionnelles
- attestations fiscales et sociales
- Extrait Kbis
- D'une note méthodologique et technique
- les documents ou attestations figurant à l'article R. 324-4 du Code du Travail ;

D' un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché ;
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- Le bordereau des prix unitaires à compléter, dater et signer.
- Les agréments pour exercer ce type d'activité, les références dans le domaine et les modalités d'intervention.

3.2-VARIANTES

Sans objet.

3.3-PRESENTATION DE PLUSIEURS LOTS

Sans objet.

ARTICLE 4 : JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-7 et R2157-7 du Code de la commande publique.

Le jugement des offres sera établi selon le critère unique du prix – Article R2152-7- 1°.

Le prix des prestations : sera noté de la façon suivante :

- 10 pour le prix le plus bas, puis déduction par extrapolation linéaire selon la formule : $\text{prix le moins cher} / \text{prix proposé} \times 10$.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Date limite de remise des offres : Le 04/01/2020 à 12h00.

Les candidats doivent obligatoirement déposer leurs offres sur le profil acheteur de la ville :

<https://www.marches-securises.fr>

Une copie de sauvegarde peut-être remise contre récépissé ou envoyée en AR à l'adresse suivante

Monsieur le Maire
Ville des Trois-Ilets
Rue Epiphane de MOIRANS

Ce pli devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que les plis remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande sur le profil acheteur : www.marches-securises.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

6.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

Les documents complémentaires sont envoyés dans les 6 jours qui suivent la réception de la demande.